



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 211  
(Privé)

**Loi concernant le service de transport  
fourni par la Commission de transport  
de la Communauté urbaine de Montréal  
dans la région de Vaudreuil-Rigaud**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. Daniel Johnson  
Député de Vaudreuil-Soulanges**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1985**



# Projet de loi 211

(Privé)

## **Loi concernant le service de transport fourni par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal dans la région de Vaudreuil-Rigaud**

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt des villes de Hudson, Dorion, Île Perrot, Pincourt, Rigaud, Vaudreuil et les paroisses de Saint-Lazare et Sainte-Madeleine-de-Rigaud qu'une enquête soit tenue sur le transport en commun fourni dans la région de Vaudreuil-Rigaud par la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal de 1980 à 1983;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** Dans la présente loi, on entend par:

« municipalité »: les villes de Hudson, Dorion, Île Perrot, Pincourt, Rigaud, Vaudreuil et les paroisses de Saint-Lazare et Sainte-Madeleine-de-Rigaud;

« Commission »: Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal;

« service de transport »: le service de transport en commun de personnes fourni par la Commission dans la région de Vaudreuil-Rigaud, de 1980 à 1983;

« ministre »: le ministre des Transports.

**2.** Sur requête d'une municipalité, le ministre doit désigner une personne ou un organisme pour faire enquête sur le service de transport

dans le but de déterminer notamment le service dont chaque municipalité a bénéficié, le coût de ce service ainsi que son opportunité et, eu égard à cette opportunité, la portion du déficit encouru par la Commission qu'elle devrait assumer.

**3.** Cette personne ou organisme, après avoir entendu les parties intéressées doit, dans le délai imparti, transmettre son rapport au ministre, à la Commission et aux municipalités qui y sont visées.

Si au cours de l'enquête, il est établi que d'autres municipalités ont bénéficié du service de transport, l'enquêteur doit les entendre et l'article 1 s'applique aussi quant à elles.

**4.** Le gouvernement, sur recommandation du ministre, peut approuver les conclusions de ce rapport avec les modifications qu'il juge appropriées et décréter qu'elles ont effet malgré toutes dispositions législatives inconciliables et toutes décisions rendues en vertu de ces dispositions.

**5.** Ce décret entre en vigueur dans les 30 jours suivant sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est indiquée.

**6.** La Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37) s'applique en l'adaptant à l'enquête prévue à l'article 2 et toute personne ou membre d'un organisme désigné par le ministre est investi des pouvoirs et immunités d'un commissaire nommé en vertu de cette loi.

**7.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

**8.** La présente loi entre en vigueur le (*inscrire ici la date de sanction de la présente loi*)